Les Allobroges de la Drôme

Mardi 15 septembre 2026 - N° 710

Hausse des prix et des carburants, la colère monte.
À la fête de L'Huma, Fabien Roussel appelle à manifester avec vigueur.

p. 6

Editorial

MULTIPLIER LES SOURCES D'INQUIÉTUDES POUR SUSCITER LA RÉSIGNATION

Chacun le constate : pas un jour, pas une heure sans son lot d'informations anxiogènes diffusées dans la quasi-totalité des médias !

L'inventaire, le plus souvent assorti de son lot d'émotions, va du dérèglement climatique (avec ses conséquences multiples) à la dette, à l'arrivée de l'IA qui entraînera du chômage chez les plus jeunes, au vieillissement de la population, au recul du niveau des élèves dans nos écoles, à la saturation des urgences de l'hôpital, sans oublier les effets économiques et politiques des multiples foyers de guerres Et pour faire bonne mesure et encore noircir le tableau, s'ajoutent quelques faits divers tragiques... le tableau peut être encore complété.

Nous ne nions pas que l'actualité nationale et internationale soit peu réjouissante et que les perspectives n'incitent pas forcément à l'optimisme. Mais nous devons mettre en garde nos concitoyens : ce climat, régulièrement entretenu, s'assortit, la plupart du temps, de propositions politiques et économiques visant à la destruction de ce qu'il reste du modèle social conquis par des années de lutte. Cela va (au mieux) de la désindexation des retraites au recul des droits sociaux, à la renaissance du thème de la TVA sociale et, bien sûr, à la réduction des dépenses publiques avec effets immédiats sur les services déjà à l'os comme l'hôpital, l'école, la justice et les services de sécurité civile. Dans le même temps les plus riches continuent d'accumuler, de dissimuler au fisc leurs profits et, surtout, de donner le ton aux canaux d'information qu'ils possèdent en grande partie pour préparer le plus grand nombre à de douloureux sacrifices !

Au même moment, quelques irresponsables politiques (et pas seulement à l'extrême droite) désignent des boucs émissaires, comme ATTAL et les gens du voyage[1].

Voilà les défis à relever pour les communistes : proposer d'autres solutions que celles du capitalisme ; cela vient d'être fait à la Fête de l'Humanité et se prolongera dans la campagne de Fabien ROUSSEL, mais aussi dans notre participation aux actions syndicales annoncées pour la période.

Bob Faresse

1) On apprend que l'aire d'accueil de Montélimar (confiée à un prestataire) est fermée depuis qq semaines...

Sommaire :

p.1 Éditorial
p.2 Le fil des Associations et de l'action sociale
P.3 Actualité-Éducation
p.4 Société
p.5 Solidarité internationale
p.6 Fête de l'Huma

« Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise. . »

Bertolt Brecht



Pour une hausse des pensions, pour la défense de la Sécurité Sociale, de notre système de santé.

Pour des services publics de proximité et une loi 'Grand Age' pour faire face au défi du vieillissement et du maintien de l'autonomie.

L'UCR-CGT a décidé d'une grande manifestation nationale des retraité.e.s à Paris le Jeudi 19 novembre pour interpeller le Gouvernement sur nos revendications.

La CGT vous propose de débattre de ces exigences dans le cadre de débats publics qu'elle organise à :

ST-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX
- Espace de la gare -
Salle Louis Girard
le Mardi 22 septembre 2026 à 17h30.

et

BOURG-DE-PÉAGE
Salle Jean Cocteau
Rue Andrevon
le Jeudi 15 octobre 2026 à 18h30.

Conférence

Le Fascisme qui vient. Comprendre et Résister

Présentée par **Saïd BOUAMAMA**, sociologue Algérien, militant de la PAIX
Animée par **Michel COLLON**, Journaliste à Investig'Action

Mardi 6 Octobre 2026 - 20 h

Salle du VEX (restaurant) 811 Allée André Revol (sortie 1re à droite après Buffalo Grill - Parking gratuit à droite du restaurant) - BOURG LES VALENCE

Vente de produits de **PALESTINE**, de livres de Saïd BOUAMAMA et de Michel COLLON au stand de l'Association LE PHILISTIN.

** **Verre de l'Amitié** ** Libre participation aux frais d'organisation **

Les conditions de la négociation sociale dans les entreprises.
La sociale démocratie (Hollande – Macron) a donné des armes ad hoc au patronat
Synthèse d'un article paru dans les Echos du 23/08/2026

Un article des Echos (journal patronal) donne la parole à Baptiste Giraud, maître de conférences en Science politique à l'université d'Aix-Marseille.

Il constate qu'à l'origine, les accords d'entreprise ne pouvaient qu'améliorer, en faveur des salariés, les accords de branche, qui ne pouvaient que faire mieux que la loi.

Les ordonnances de 2017 ont mis fin à cette logique afin d'accompagner les volontés des directions d'entreprise.

Il s'agissait d'adapter les règles du rapport salarial aux stratégies de compétitivité des entreprises.

Désormais, les syndicats sont plus souvent contraints de négocier des accords défavorables aux salariés et, donc, d'assumer de partager la coresponsabilité des décisions patronales, qu'il s'agisse de supprimer des emplois, de flexibiliser l'organisation et le temps de travail, voire de baisser les salaires.

Cela s'est accompagné d'une baisse très nette de la conflictualité.

Les élus sont moins nombreux, avec une charge de travail décuplée dans les instances, donc absorbés par leurs tâches institutionnelles, ce qui contribue à renforcer leur distance avec les salariés.

La disparition du délégué du personnel est emblématique de cela. C'était pourtant lui qui alertait sur les problèmes très concrets rencontrés dans les ateliers ou individuellement par certains salariés. Le temps disponible pour faire du travail de syndicalisation, pour maintenir des contacts et des liens avec les salariés, s'est réduit. La peur de la répression dans l'entreprise a conforté cet aspect de prise de distance des salariés avec l'organisation syndicale.

Cet article confirme l'analyse que nous faisions à l'époque de la Loi Travail (El Khomri) et de ces ordonnances (Macron), qui étaient taillées sur mesure pour le patronat au détriment des salariés, ce qui n'a pu être empêché par une mobilisation forte.

Car, comme M. Giraud le constate : « *Sur les lieux de travail, il n'y a action collective que lorsqu'il y a une présence syndicale.* »

Joel Mérico

Baisse démographique : une chance politique à saisir !



Dans le prolongement des annonces du ministère de l'Éducation nationale, Le Dauphine Libéré a récemment publié un dossier annonçant la fermeture de milliers de classes et d'écoles dans les 10 ans à venir.

La réalité des chiffres.

Il ne s'agit pas de nier la réalité des chiffres de la démographie scolaire. Selon la direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance, il faut s'attendre à une baisse de 1 676 800 élèves, de la maternelle au lycée, à l'horizon 2035. Cela équivaut à 73 000 classes potentiellement perdues. Dans le département de la Drôme, cela correspond à une baisse de 14 % dans l'enseignement primaire, soit 313 classes perdues et à une baisse de 10 % dans le secondaire, soit 172 classes perdues.

Une baisse démographique instrumentalisée.

Sur la base de la réalité statistique, le gouvernement Macron se jette sur cet effet d'aubaine et en déduit qu'il faudra supprimer des classes et des postes de fonctionnaires, en invoquant le bon sens. Or, ces suppressions annoncées ne sont pas un effet naturel de la démographie, comme le souligne Lorenzo Barrault-Stella, chercheur en sciences sociales du politique au CNRS. C'est une vision « économiciste » qui ne part pas des besoins vécus. C'est cette logique austéritaire qui a prévalu quand le nombre d'élèves augmentait dans les 20 dernières années et qu'on fermait malgré tout des classes.



Une bombe à fragmentation pour le tissu social.

Les fermetures de classes ont évidemment des conséquences qui dépassent la seule situation des personnels qu'il faudra réaffecter. La disparition d'écoles rurales menace clairement l'attractivité et la vie même des villages. Mais les zones urbaines ne sont pas non plus épargnées, particulièrement les zones d'éducation prioritaire. Cela s'est d'ailleurs vérifié à cette rentrée à Romans, Pierrelatte et Valence.

Désengagement et déni de démocratie.

Vouloir, malgré tout, fermer des classes, c'est faire comme si l'école, actuellement, ne connaissait pas de difficultés : effectifs de classe chargés, taux d'encadrement le plus bas de l'Europe, mauvaise prise en charge des élèves à besoins particuliers notamment. L'étude PISA 2026 vient d'ailleurs de nous rappeler cruellement le niveau des élèves français.
Pour camoufler ses choix idéologiques, le gouvernement lance une nouvelle expérimentation de la carte scolaire dans 18 départements, dont la Drôme. Sur la base d'une planification sur cinq ans, le pilotage des fermetures de classe est confié aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), alors que ces instances ne sont pas un modèle de transparence et de démocratie.

Une autre voie est possible.

Pour le Réseau École du PCF ou pour le chercheur Stéphane Bonnéry, enseignant à Paris VIII et membre du Parti, il faut prendre une tout autre direction. En effet, de 1998 à 2010, la France a connu une importante vague démographique ascendante, dite du « baby-boom de l'an 2000 », jusqu'à 832 799 nouveau-nés en 2010, selon l'Insee. Or, durant cette période de croissance du nombre de naissances, les politiques publiques ont limité au maximum la création de postes d'enseignants qui auraient été nécessaires à de bonnes conditions de scolarité. Cette génération d'élèves a été sacrifiée à la logique de réduction des dépenses. Elle a souffert de la raréfaction des postes pour les réseaux d'aide aux élèves en difficulté. Et elle a perdu près de deux ans et demi d'heures de cours cumulées : réduction drastique de l'accueil des enfants de l'âge de 2 ans, suppression des samedis matin en primaire et d'heures d'enseignement des disciplines scolaires au collège. Cette génération a également été privée de la possibilité d'obtenir un Brevet d'Études Professionnelles (BEP), graduellement dilué, jusqu'à être supprimé en 2021. Elle a subi la réforme des filières du lycée, instaurée en 2019, qui a dégradé les conditions d'études, ainsi que la mise en place de Parcoursup, en 2018, qui a endigué l'accès à l'enseignement supérieur. De telles politiques ont des conséquences sur leurs niveaux d'acquisition.

Un levier pour améliorer et émanciper

Inversement, la baisse démographique nous offre une occasion historique : cesser de sacrifier les nouvelles générations et relancer enfin l'école publique, dans un objectif d'égalité, ce qui peut permettre d'améliorer les conditions de scolarisation et la pédagogie. Maintenir les postes d'enseignants permettrait en effet d'avoir moins d'élèves par classe et de veiller davantage aux progrès de chacun. Ce serait aussi l'occasion d'exercer davantage les élèves à écrire, avec des paquets de copies traitables pour les professeurs des écoles et des collèges, alors même que les évaluations montrent aujourd'hui que les élèves français sont trop peu exercés à rédiger – c'est l'une des conséquences de la suppression massive du temps de classe. Cela permettrait également d'affecter deux enseignants par classe, afin que les élèves puissent revenir à 27 heures hebdomadaires, comme c'était le cas il y a vingt ans. Dès lors, les élèves pourraient apprendre sans le stress du chronomètre, et sans que l'on renvoie à la maison ou aux cours privés les devoirs, comme la révision de ce qui n'est pas compris.

Telles sont les mesures que nous défendrons dans les campagnes électorales de 2027.

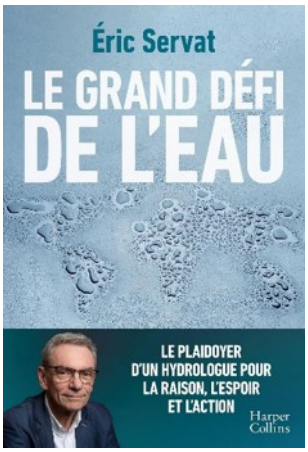
Jean-Louis Mollard

Haro aux usuriers !

Le prix des carburants s'emballe, et les usagers paient. Avec un pouvoir d'achat inférieur à celui de 2019, des salaires en retard sur l'inflation et des pensions bloquées, la colère est amplement justifiée. Que fait le gouvernement ? Rien, il ne peut rien faire, dit-il. Réduire les taxe (60 %) serait trop couteux, car la situation financière du pays est catastrophique, ajoute-t-il. Oh le voyou ! Pourquoi tout ce cinéma autour du budget 2026 si le gouvernement est le premier à ne pas le respecter. Le volet recette prévoyait un montant de taxe récupérable sur les carburants, celui-ci est bien plus élevé que prévu. En respectant la somme votée, la taxe peut être réduite, et faire gagner quelques dizaines de centimes au litre, redonner du pouvoir d'achat et relancer une croissance atone. Mais les pires gangsters sont les institutions financières qui spéculent sur les difficultés des États et aggravent leur situation, elles font fortune sur le dos des populations. Lâche et immoral. Hors Éducation, les principales dépenses de la France sont les intérêts de la dette et la Défense, des dépenses stériles alors les besoins sociaux et économiques sont criants. Sans aucun doute, ces organismes financiers sont des outils stratégiques et politiques du capitalisme qui veut dicter sa loi aux états qui ne se plient pas à toutes ses exigences. Révoltant !

Aux urnes, citoyens.

LE GRAND DÉFI DE L'EAU



Février 2026, photos, reportages télé, montraient villes, villages, zones industrielles submergées, des milliers de Km2 de terres agricoles inondées. Juin, juillet, août avec canicule sècheresse et incendies monstrueux. Les prophètes de mauvais augure professant sur les médias en ont fait, tels les chevaliers de l'apocalypse, leur raison de vivre, leur fonds de commerce du malheur. Un hydrologue, Éric Servat, lui, a écrit un livre, "Le Grand défi de l'eau" que je recommande, à l'opposé des prophètes du malheur. C'est un plaidoyer pour la raison, l'espoir et l'action : NON, la nouvelle donne du climat n'est pas la fin du monde.

Car depuis l'apparition de la Terre, l'eau et son volume n'ont pas changé. Chaque molécule ou verre d'eau que nous buvons est la même eau que buvaient les dinosaures, il y a 100 millions d'années. Cette eau en constante circulation va de la mer aux nuages, retombe, s'évapore, va créer, la calotte de l'Antarctique... change d'état, liquide, gazeuse, solide, salée ou douce.

Sa gestion est compliquée, car 97,2 % est salée. Il n'existe que 2,8 % d'eau douce, dont 60 % stockés dans l'Antarctique. C'est de la part résiduelle, 0,8 %, que dépend l'existence du vivant. De plus, sa répartition n'est pas équitable, 9 pays se partagent 60 % de "l'eau douce liquide".

L'auteur n'élude aucun sujet, des "bassines" à la nécessité de désimperméabiliser les villes pour en faire des "éponges", "conserver l'eau pour se nourrir" alors que l'irrigation ne touche que 6,8 % de notre surface agricole, ou "transporter l'eau", du Rhône par ex avec "BRL" vers 3 départements d'Occitanie. Bien mesurer notre retard avec 4,7 % du "flux" annuel (pluies/neige) stocké en France, contre presque 50 % en Espagne, qui du coup nous fournit fruits et légumes... les questions géopolitiques, sanitaires... ce que le consommateur paie c'est le service autour de l'eau.

LE GRAND DÉFI DE L'EAU, Éric Servat, Harper édition, 18,90 €, à commander à la **Librairie Notre Temps -** 04 75 43 78 79.

Jean Pierre Basset

Dimanche 13 matin. L'Espace débat Bretagne proposait une rencontre sur l'Accès aux soins et l'aide des médecins cubains devant 80 personnes.

Christiane Caro, animatrice de l'atelier santé Bretagne, a introduit la séquence en soulignant que la santé est la première préoccupation des Français et combien les politiques d'austérité et la politique malthusienne de formation soutenue par l'ordre des médecins mettent en danger les patients et elle a présenté le projet de travail avec les médecins Cubains.

André Chassaigne a insisté sur la nécessaire mobilisation populaire associant usagers et professionnels pour la réussite d'un tel projet, parti de la Bretagne et notamment de Guingamp - Lorient et qui s'étend désormais sur 2 autres territoires Ales (Gard) d'une part et Digne/Manosque (Alpes de Haute Provence) d'autre part.

Il s'agit d'établir une coopération utile à nos deux pays.

Anthony Goncalves, Oncologue, Professeur de Médecine, Adjoint au Maire de Marseille, médecin responsable d'un service ultra spécialisé d'oncologie de Marseille a évoqué un article de la revue *The Lancet*, une des revues médicales les plus prestigieuses et lues au monde qui souligne combien la médecine cubaine était en pointe notamment concernant la cancérologie des enfants avant le durcissement du blocus sous l'ère Trump, l'article soulignant les conséquences extrêmes de ce blocus criminel



Aleida Guevara, médecin pédiatre, fille de Che Guevara a détaillé le niveau de formation des médecins cubains (9 ans d'études avec la spécialisation) et souligné combien l'égalité entre les êtres humains et le respect et l'écoute des malades font partie intégrante de leur pratique.

Elle a évoqué les effets délétères du blocus concernant la possibilité pour l'île d'accéder aux médicaments, même si Cuba recherche des solutions alternatives cela pose d'importants problèmes, notamment en cancérologie.

Elle a insisté sur l'importance que Cuba accorde à l'éducation, à la formation, soulignant en France le fait que le capitalisme, après la chute de l'URSS, a progressivement privatisé le système de soins français qui était auparavant un des plus opérants.

La France peut compter sur Cuba pour résoudre ses difficultés actuelles de pénurie, même s'il faut espérer qu'elle puisse retrouver, en la matière, un niveau de formation pour répondre à ses besoins.

Elle a conclu en affirmant que la médecine est un droit du peuple et que personne n'ayant le droit de faire de l'argent sur la santé, IL faut défendre avec force ce droit !

Aleida a ensuite dédicacé des posters du Che - l'argent recueilli ira au soutien à Cuba.

Soirée-débat - Solidarité avec les Cubains
Mercredi 30 septembre à 18 h 30

Salle Saint Martin - 2 rue Bernard Cathelin - 26200 Montélimar

Avec la présence de Maité PINERO, journaliste et écrivaine, qui a été correspondante du journal l'Humanité en Amérique latine et à la Havane et qui se rend régulièrement à Cuba.



La soirée débutera* avec la projection du film documentaire **"À l'assaut du ciel, Cuba ou la solidarité anti-impérialiste"**
Produit par Said Bouamama et réalisé par l'Association La Brèche.
Pour voir la bande annonce : https://la-breche.org/demande_diffusion
*Et se poursuivra par un débat.



Soirée organisée par la Section de Montélimar du Parti communiste
Avec la participation du Comité de Montélimar du Secours Populaire
Une caisse de solidarité sera organisée et reversée aux campagnes de solidarité avec Cuba. Possibilité de donner des médicaments pour Cuba.



Casse-croûte offert en fin de soirée

Fête de l'humanité 2026 - 11, 12, 13 septembre
Base aérienne du Le Plessis-Pâté (Essonne)

570 000 personnes ont parcouru les allées de la fête, assisté à de très nombreux débats interventions politiques et concerts et goûté aux spécialités régionales et mondiales avec les sections et fédérations du PCF de France entière et les représentants des partis progressistes du monde ; La fête de l'Huma, c'est la fête des communistes, créée par eux, construite avec eux. Ils l'ont fait vivre cette année encore par leur engagement.
C'est une fête ouverte aux dialogues et aux débats à gauche, mise à disposition aussi des très nombreuses organisations politiques ou syndicales invitées. Cet esprit d'ouverture signifie que c'est un lieu de débat d'idées et pas de compétition à gauche…

En parcourant les rues de la fête…

Petit déjeuner huîtres samedi matin



Danses orientales improvisées



Depuis le haut de la grande roue



Une activité INTENSE à l'auberge de la Drôme



Merci à tous les communistes drômois qui ont travaillé depuis des semaines pour organiser et qui ont transporté et monté les stands,



Merci à eux et à tous les bénévoles de la Drôme qui sont venus aider, installer, cuisiner, servir, accueillir, organiser, sécuriser puis nettoyer et démonter…

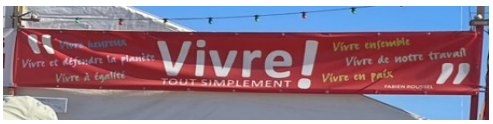


Sans eux, la fête ne pourrait être ce grand moment d'échange, de partage, de débats d'idée.

Vendredi 11, le stand de la Drôme organisait un débat sur la Sécurité Sociale du XXI^e^ siècle qui réunissait les représentants des commissions santé économie du PCF et la CGT

**Un hommage a été rendu à Jean-Michel Bochaton,
qui fut un des acteurs principaux de ce stand – MERCI JEAN-MICHEL**





**Samedi 12, après-midi, Meeting de
Fabien Roussel sur la grande scène
devant 40 000 personnes.**



Lancement de la campagne des présidentielles du PCF.

Le PCF entend remettre **le droit de « vivre » au** cœur du débat politique.

Face à la hausse du prix des carburants et aux politiques d'austérité, Il a appelé à un mouvement populaire offensif partout dans la rue et devant tous les lieux de pouvoir.

Des provocations bien inutiles : Ainsi, les dégradations des affiches de campagne de Fabien Roussel auxquelles nous avons dû faire face dans le stand de la Drôme comme les slogans provocateurs à l'adresse du candidat communiste lors du meeting de Jean-Luc Mélenchon contreviennent à l'esprit de tolérance qui est et doit rester la marque de la fête des communistes et du journal fondé par Jean Jaurès

Hebdomadaire communiste édité par « Les Amis des Allobroges » 10 rue Servan - 26000 Valence - Tél : 04 75 42 71 68
Pour nous écrire : federation@drome.pcf.fr - Facebook : PCF Drôme - Site internet : drome.pcf.fr
Directrice de publication : Nicole Grenier-Mérico